Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1577

Artikel: Elections fédérales : la gauche ne doit pas tirer sur l'ambulance
Autor: Dépraz, Alex
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1021554

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La gauche ne doit pas tirer sur l'ambulance

Les radicaux et les démocrates-chrétiens sortent battus des urnes. Mais la Suisse a tout à gagner d'un rapprochement entre la gauche et les partis bourgeois.

Les partis de la droite traditionnelle ont perdu les élections fédérales. Dans les cantons de Vaud et de Genève, la défaite prend un caractère historique. Les partis radical et libéral ont vécu une véritable Berezina.

L'affaiblissement de cette droite traditionnelle coïncide avec l'avènement de l'UDC sur le plan national en tant que parti nationaliste et conservateur. Les dernières publicités ont montré le vrai visage de ce parti. Les thèses ouvertement racistes de l'UDC sont profondément contraires à la nature même d'un Etat démocratique fondé sur le droit. La mue de l'ancien parti agrarien est définitivement achevée; les représentants de l'aile historique de l'UDC - le conseiller fédéral Samuel Schmid en tête - ne correspondent plus à la ligne des mal nommés «démocrates du centre».

Une première analyse pourrait conduire à se féliciter de l'effondrement des «ennemis» historiques radicaux et démocrates-chrétiens. D'ailleurs, le score électoral de dimanche l'a démontré: le PS ne souffre pas de la montée en puissance d'un parti nationaliste. En misant sur une poursuite de l'érosion de l'électorat des deux anciens poids lourds de la vie politique suisse (PDC et PRD) et en musclant son discours, la gauche pourrait gagner un jour la majorité absolue, du moins dans certains cantons. La tentation est donc grande de vouloir tirer sur l'ambulance.

Pourtant, cette stratégie procéderait d'une grave erreur. Les choses sont désormais claires: l'UDC a franchi depuis longtemps la ligne blanche qui la rend irrémédiablement infréquentable. Il faut s'interdire toute alliance - fût-elle de nature objective - avec ce parti qui n'a plus sa place au Conseil fédéral. Et surtout, lutter avec les autres forces démocratiques de ce pays pour combattre point par point les idées développées par les représentants de ce qui est désormais la première force politique suisse. A défaut, ces thèses inacceptables continueront leur progression dans l'opinion publique et façonneront le débat politique. En outre, la droite se verrait ainsi dans l'obligation de sortir du bois et de cesser son double langage à l'encontre de l'UDC.

Pour bâtir une Suisse moderne, progressiste et ouverte au monde, la gauche a besoin de partenaires dans la droite traditionnelle, capables de négocier et de trouver des solutions pour le futur. La disparition pure et simple de la démocratie chrétienne, qui représente une composante de toutes les droites au niveau européen, serait lourde de sens pour l'avenir du pays. Les partis de la gauche - et principalement le parti socialiste - sont en face d'un choix délicat: faire un pas en direction des défaits de dimanche pour éviter la propagation d'idées dangereuses pour la démocratie ou laisser la marmite sur le feu. Avec de sérieux risques d'incendie. *ad*

Un signe avant-coureur

Le conflit qui oppose Patrizia Pesenti aux quatre autres conseillers d'Etats tessinois reflète la collision entre deux projets politiques inconciliables. Pour la droite emmenée par Marina Masoni, il s'agit de faire «maigrir la bête». «Moins il y en a, mieux c'est» pourrait être sa devise à propos de l'Etat. A quatre reprises, elle a fait baisser les impôts, surtout pour les milieux aisés. A tel point qu'en 2004, le canton du Tessin aura des recettes nominales inférieures à celle de l'an 2000.

Lorsque Patrizia Pesenti refuse de baisser de 20% les dépenses sociales pour rééquilibrer un budget miné par les rabais fiscaux, elle ne défend pas une position extrémiste, mais un minimum de solidarité. Faut-il rappeler ici que le PS l'a écartée de la course au Conseil fédéral parce qu'il la suspectait de n'être pas «assez à gauche», notamment en raison de la politique rigoureuse qu'elle a menée dans le domaine sanitaire?

En réalité, ce qui s'est passé au Tessin préfigure ce qui pourrait se passer en Suisse au cours des prochaines années. En effet, l'arithmétique empêche de baisser les impôts et de maintenir simultanément un bon niveau de solidarité. Si le «paquet fiscal» est accepté et la hausse de TVA refusée, la crise des recettes suscitera un conflit d'une intensité insoupçonnée entre la gauche et la droite dès l'élaboration des budgets 2005.

Or, notre système politique n'offre pas les outils institutionnels pour surmonter des situations aussi difficiles. Dans les régimes de concurrence politique, une coalition «centriste» serait vouée à l'éclatement. La tenue de nouvelles élections servirait alors de mécanisme régulateur. Si la droite l'emporte, elle peut poursuivre ses rabais fiscaux, mais doit en assumer elle-même les conséquences budgétaires, avec les coupes que cela suppose. Cela rend visible les effets de sa politique des caisses vides et offre de bonnes chances à la gauche de revenir ultérieurement. Inversement, si la gauche l'emporte lors des nouvelles élections, elle peut stopper cette politique antifiscale, ce qui ne la dispense pas d'une certaine rigueur budgétaire. Dans le système helvétique, ce type de conflit est censé se résoudre par la négociation, dans le respect non écrit de la collégialité. Or, face à l'âpreté des enjeux, le pieux principe de collégialité n'aurait pas d'effet miraculeux.

Faute de mieux, la démission peut servir de mode de régulation, à l'instar de ce qu'avait osé le conseiller fédéral socialiste Max Weber en 1953. Avec de bons arguments, les minoritaires ont des

suite en page 3